

Pardoner Snowden : une belle sortie pour Obama ?

Barack Obama doit-il absoudre Edward Snowden ? C'est la question que posent les soutiens et les détracteurs de l'homme qui a révélé, en 2013, l'ampleur de la surveillance « Made in NSA ». Inculpé d'espionnage aux États-Unis, Edward Snowden risque jusqu'à 30 ans de prison. Exilé en Russie depuis ces révélations, l'administrateur système, ancien agent de la CIA et ex-consultant de l'Agence nationale de sécurité (NSA), nourrit encore l'espoir d'une grâce présidentielle. Celle-ci viendrait conclure le second et dernier mandat d'Obama, président démocrate des États-Unis.

La demande a été formulée à nouveau, le 14 septembre, lors du lancement de la campagne Pardonsnowden.org. L'initiative est promue par trois organisations de défense des libertés et des droits fondamentaux : American Civil Liberties Union (ACLU), Human Rights Watch et Amnesty International. Des personnalités, dont Steve Wozniak, co-fondateur d'Apple, Lawrence Lessig, juriste et fondateur de Creative Commons, ou encore la comédienne Susan Sarandon, ont signé la pétition.

Pilier démocratique...

« L'histoire nous a montré qu'il y a toujours des périodes où les gouvernements abusent de leurs pouvoirs. C'est pourquoi nos pères fondateurs ont construit un système de contre-pouvoirs. Les lanceurs d'alerte sont le dernier rempart de la démocratie, quand les autres contre-pouvoirs ont échoué », a déclaré Edward Snowden en vidéo lors de la conférence new-yorkaise annonçant la campagne.

Snowden a également souligné les bénéfices supposés des révélations (révisions des politiques américaines vers davantage de transparence). Il a ajouté que la loi américaine sur laquelle serait centré son procès (*Espionage Act* de 1917) ne permettrait pas un débat équitable : *« L'accusé n'a pas la possibilité d'expliquer au jury les raisons de son acte. Cette loi ne fait aucune différence entre ceux qui ont fourni des informations importantes à des journalistes pour l'intérêt général et des espions qui ont donné des informations à l'ennemi pour leur gain personnel. »*

Un point de vue partagé par ses soutiens. Selon eux, Barack Obama doit exercer son pouvoir constitutionnel de grâce à l'égard du plus médiatisé des lanceurs d'alerte. Ses détracteurs, dont des parlementaires américains, s'y opposent fermement.

Ou traître et criminel ?

Dans un [rapport présenté](#) jeudi, la commission du renseignement de la Chambre des représentants (House Intelligence Committee) présente Edward Snowden comme *« un traître qui a volontairement trahi ses collègues et son pays »*. Il n'est *« pas un patriote, ni un lanceur d'alerte »* que la loi doit protéger. Snowden est un homme qui a dérobé *« 1,5 million de documents classifiés »* avant de les diffuser auprès de journalistes (Glenn Greenwald et Laura Poitras) et de médias. Bref, Snowden a agi en informaticien en conflit avec sa hiérarchie. Il a mis *« des vies américaines en danger »*, selon le

Congrès.

Parallèlement à ce rapport, dont les détails sont classés secrets, la commission pilotée par le républicain Devin Nunes a [exhorté Barack Obama](#) à ne pas pardonner Edward Snowden. La Maison Blanche qui a rejeté une première demande de « *pardon sans condition* » en juillet 2015, a rappelé mercredi sa position dans ce dossier : Edward Snowden doit rentrer et être jugé aux États-Unis.

Lire aussi :

[Piratage de l'Élysée en 2012 : le coup venait bien de la NSA](#)

[Pour Snowden, c'est la Russie qui a piraté la NSA](#)

[La Russie et la Chine auraient décodé les documents Snowden](#)